



« C'est pourquoi Dieu l'a exalté et lui a donné le Nom qui est au-dessus de tout nom.... »

(Ph 2,9-10)

## **RD Congo APPEL URGENT Février 2024**

Stanis Bujakera Tshiamala est un journaliste congolais très populaire dans son pays [suivi par plus de 577 000 abonnés sur X](#). Directeur-adjoint de publication du média congolais en ligne *Actualité.cd*, il est également correspondant de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* et de l'agence de presse Reuters en République Démocratique du Congo (RDC).

### **Arrestation arbitraire/procédure judiciaire inique**

Suite à la publication d'un [article de Jeune Afrique](#), fin août 2023, mettant en cause l'Agence nationale de renseignements (ANR) dans l'assassinat de Chérubin Okende -ex ministre devenu opposant politique- Stanis Bujakera est arrêté arbitrairement le 8 septembre 2023 à l'aéroport de Ndjili à Kinshasa, alors qu'il s'apprête à embarquer pour Lubumbashi. Durant trois jours, il est maintenu en détention de manière illégale. Ses téléphones portables et son ordinateur sont saisis et fouillés sans mandat. Le 11 septembre, il est placé en détention provisoire. Les autorités l'accusent de « propagation de faux bruits, diffusion de fausses informations, falsification et usage de faux » : le journaliste serait l'auteur de l'article de *Jeune Afrique* mentionné ci-dessus. Le 14 septembre, il est transféré à la prison de Makala.

La procédure judiciaire intentée contre Stanis Bujakera Tshiamala est émaillée de nombreuses irrégularités. Il est accusé d'avoir fabriqué et diffusé une note confidentielle de l'ANR qui a servi de base à l'article de *Jeune Afrique*. Les autorités n'ont toutefois pas apporté la preuve selon laquelle cette note confidentielle serait un faux. Or, selon la contre-enquête menée par Reporters sans frontières (RSF), [ce document est authentique](#). L'enquête du consortium Congo Hold-Up, en collaboration avec *Jeune Afrique*, démontre, preuves à l'appui, que Stanis Bujakera Tshiamala n'est [ni l'auteur ni le premier diffuseur de la note confidentielle des services de renseignement](#).

Le dossier du journaliste congolais est vide. Les seules dépositions sont celles de Stanis Bujakera Tshiamala. Pourtant le parquet continue à maintenir le journaliste en détention et rejette toutes les demandes de libération sous caution. Cette affaire met en lumière la répression croissante des autorités congolaises vis-à-vis des journalistes et des médias. Stanis Bujakera Tshiamala encourt jusqu'à 15 ans d'emprisonnement.

### **Contexte**

La situation générale des droits humains en République Démocratique du Congo (RDC)- le plus grand pays d'Afrique subsaharienne par sa superficie- est préoccupante. La guerre dans l'Est du pays, les conflits internes réguliers dans diverses provinces et la mauvaise gouvernance généralisée

entraînent de nombreuses violations des droits humains. Nombre d'entre elles sont commises par les forces de défense et de sécurité congolaises. Mais les divers groupes armés ne sont pas en reste : massacres, enlèvements, violences sexuelles, tortures, recrutements d'enfants. Les auteurs et responsables de ces exactions jouissent d'une impunité quasi totale. Actuellement plus de 100 groupes armés sont actifs dans l'Est du pays. Pour lutter contre l'insécurité qu'ils font régner, les autorités ont instauré un état de siège dans le Nord-Kivu et l'Ituri. Elles favorisent ainsi des violations des droits humains supplémentaires de la part des forces de défense et de sécurité congolaises. Près de 5,5 millions de personnes sont déplacées en raison des conflits en RDC.

### **Liberté de la presse/ être journaliste, en RDC**

Les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique sont bafoués en RDC. Les journalistes y sont fréquemment menacés. La RDC compte [« plus de 7 000 journalistes professionnels, 540 journaux, dont une quinzaine seulement paraissent régulièrement, 177 chaînes de télévision, plus de 4 000 stations de radio et 36 médias en ligne »](#) dont *Actualité.cd*. Dans ce paysage médiatique, la presse écrite n'existe que dans la capitale Kinshasa. Seules la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC), la radio *Okapi* des Nations unies et Top Congo disposent d'une couverture nationale. En RDC, les médias sont avant tout des instruments du pouvoir. En effet nombre d'entre eux appartiennent à des politiciens qui manipulent les lignes éditoriales en fonction de leurs agendas politiques. La RTNC est un média d'État qui manque d'indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif.

Pour RSF « *médias et journalistes font face à un véritable problème de sécurité* ». Très fréquemment les autorités congolaises, les groupes armés, les groupes religieux et les politiques exercent des pressions sur les journalistes et les médias. Dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF, la RDC est [124ème sur 180](#), en grande partie du fait de l'insécurité subie par les journalistes. Selon le Comité de protection des journalistes (CPJ), [6 journalistes ont été tués en RDC en 2023 et 2 sont portés disparus](#). Les arrestations de journalistes, agressions, et autres menaces sont régulières, de même que les saccages et pillages de locaux de médias.

(ACAT France)

- **RDC= République Démocratique du Congo.**
- **Président Félix Tshisekedi**
- **2 344,858 km<sup>2</sup> capitale Kinshasa 84,07Mio hab.**
- **Peine capitale - Torture : OUI**
- **Partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à la Convention contre la torture.**